

L'UFE AU CŒUR D'UNE SOCIÉTÉ RÉSILIENTE ET DÉCARBONÉE :

9 PROPOSITIONS

POUR ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES DANS LEUR STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE

« IL NOUS FAUDRA BÂTIR UNE STRATÉGIE OÙ NOUS RETROUVERONS LE TEMPS LONG, LA POSSIBILITÉ DE PLANIFIER, LA SOBRIÉTÉ CARBONE, LA PRÉVENTION, LA RÉSILIENCE QUI SEULES PEUVENT PERMETTRE DE FAIRE FACE AUX CRISES À VENIR ».

Emmanuel Macron, discours du 13 avril 2020.

territoires français et leurs habitants si nous n'agissons pas dès maintenant. Aussi, c'est l'ensemble de la société française avec toute sa diversité d'acteurs - décideurs politiques, entreprises, citoyens, associations - qui doit travailler collectivement dès aujourd'hui pour construire un « monde d'après » vivable et désirable.

La crise sanitaire mondiale débutée au printemps 2020 a mis en première ligne les acteurs locaux qui doivent gérer cette pandémie au plus près du terrain. Pour autant cette crise ne doit pas faire oublier l'enjeu majeur de la crise climatique qui aura des effets bien plus dévastateurs sur les

La baisse des émissions de CO2 durant les périodes de confinement (- 60 % d'émission pour le secteur des transports et -15 % pour les bâtiments selon le Haut Conseil pour le Climat) montre la marche à franchir pour relever les défis climatiques autour de ces postes de consommation.

Les choix stratégiques qui sont inscrits dans les schémas et plans produits par les collectivités territoriales, au premier rang desquels les SRADDET, doivent être élaborés avec une parfaite connaissance de la situation énergétique du territoire donné, sous toutes ses formes, pour ne pas « manquer la cible ». Ils doivent également être accompagnés d'une expertise solide afin que les engagements politiques soient réalisables sur le plan opérationnel.

Parce que leur expertise du secteur et leur capacité à produire des analyses ciblées, les adhérents de l'UFE ont souhaité formuler les 9 propositions concrètes suivantes pour accompagner les réflexions des collectivités locales dans la définition de leur stratégie énergétique de long-terme dans la mise en œuvre des solutions opérationnelles susceptibles de produire des résultats visibles, rapides et optimisés sur le plan économique afin de répondre aux exigences du quotidien.





LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES DU TERRITOIRE ET DU QUOTIDIEN EN CHIFFRES

LE BÂTIMENT ET LES TRANSPORTS ou les deux principaux secteurs en termes de consommation énergétique et de gaz à effet de serre (GES)

- Le bâtiment est responsable de **46 %** de la consommation d'énergie finale en France² et de **19 %** des émissions de GES³ en 2017 ;
- Les transports comptent pour **32 %** de la consommation d'énergie⁴ et pour **30 %** des émissions de GES⁵ en 2017.

LES OBJECTIFS NATIONAUX EN MATIÈRE CLIMATIQUE doivent se décliner au niveau local :

- Le respect du budget carbone **fixé par la SNBC** pour la période 2019-2023 implique une baisse de **8 %** des émissions de GES par rapport à la période 2015-2018 (soit - 35 Mt de CO₂eq par an)⁶ ;
- **La PPE** prévoit une diminution de 7,6 % de la consommation d'énergie, tous secteurs confondus, en 2023 par rapport à 2012⁷.

L'ÉNERGIE EST UN SUJET D'INTÉRÊT PARTICULIER POUR LES FRANÇAIS

- **93 %** estiment qu'il appartient aux acteurs publics d'engager des actions en faveur de la transition énergétique pour **77 %** d'entre eux les villes et les collectivités locales doivent s'emparer du sujet.
- **59 %** envisagent d'agir à leur niveau en matière d'énergie ;
- Plus de **71 %** ont confiance dans l'expertise des professionnels de l'énergie.

QUI EST L'UFE ?

L'UFE est l'**association professionnelle** du secteur de l'électricité représentant environ **500 entreprises** du secteur en France – dont par exemple RTE, Enedis, EDF, Engie, Total, les entreprises locales de distribution, etc. – présentes sur l'ensemble du territoire national.

L'UFE rassemble ainsi **toute la chaîne des professionnels, de la production, du transport et de la distribution d'électricité, jusqu'aux fournisseurs d'électricité et de service d'efficacité énergétique.**

- + **Plus de 40 milliards d'euros par an** générés par le secteur;
- + **12 milliards d'euros par an d'investissements** dans les moyens de production et les réseaux;
- + Environ **380 000 emplois directs et indirects**¹ répartis sur l'ensemble du territoire français métropolitain et ultramarin.
- + La totalité des foyers, soit plus de **30 millions de ménages**, et des entreprises français sont connectés aux réseaux électriques français.

L'UFE est un **acteur du débat national et européen sur la politique énergétique**, reconnue pour son expertise, ainsi que ses analyses et études de **nature technique, juridique ou économique.**

Grace à la présence de ses **adhérents partout sur le territoire**, l'UFE dispose d'une connaissance fine et systémique des enjeux énergétiques locaux. Ses adhérents bénéficient d'une **position unique pour accompagner les acteurs locaux dans le diagnostic et les choix de politique énergétique** afin qu'ils correspondent au mieux aux attentes et besoins des consommateurs dans les territoires concernés.

PROPOSITIONS POUR LA MOBILITÉ PROPRE

01



ACCOMPAGNER

l'installation des infrastructures de recharge électrique pour soutenir le développement de flottes de véhicules et de transports en commun décarbonés au sein des collectivités en s'inscrivant dans le cadre nouvellement défini par la Loi d'Orientation des Mobilités



02



FAVORISER

l'installation de bornes de recharge dans les résidences privées (collectives et individuelles) et proposer une alternative en voirie le cas échéant via notamment le principe des « bornes à la demande »

03



APPORTER

une expertise pour analyser l'opportunité de créer des zones à faibles émissions dans les centres urbains en identifiant les points de tension nécessitant une infrastructure et un réseau adaptés à la demande (contrôles également via les dispositifs des Smart Cities)

PROPOSITIONS POUR LE SECTEUR DU BÂTIMENT

01



INTERVENIR

dans les consultations locales pour présenter les innovations développées par les acteurs du secteur en matière de Smart Building ou de manière plus globale de Smart Grid



02



APPORTER

un soutien technique sur la bonification des primes de certificat d'économie d'énergie (CEE) pour des travaux de rénovation faisant l'objet d'un contrat de performance énergétique (CPE)

03



CONTRIBUER

à la réalisation d'une cartographie de la performance des bâtiments résidentiels et tertiaires et faire de la pédagogie sur les outils juridiques (groupement de commandes, recours aux syndicats d'énergie, autorisation des EPCI à agir pour le compte des communes) pour massifier les rénovations globales dans les collectivités

PROPOSITIONS POUR LES RÉSEAUX ÉNERGÉTIQUES

01



FACILITER

la réalisation des infrastructures du réseau électrique nécessaires à la transition énergétique dans les règles d'aménagement de l'urbanisme, notamment en matière de raccordement des énergies renouvelables. La décarbonation des usages qui en découle sera amplifiée via le développement coordonné des réseaux de chaleur EnR&R

S'ASSURER

dans les documents d'urbanisme, que les développements d'urbanisation se fassent en cohérence avec l'existence ou les projets de réseaux électriques et de chaleur EnR&R qui accompagneront la transition énergétique

02



APPORTER

un soutien technique dans l'évaluation des initiatives de promotion des énergies renouvelables (éolien, biomasse, etc.), de flexibilité électrique (effacements de sites industriels par exemple) et de récupération (valorisation locale de la chaleur de sites industriels notamment);

03

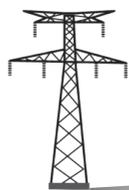


DÉVELOPPER

une vision stratégique locale d'évolution du mix énergétique, des réseaux énergétiques et de la consommation en adéquation avec le développement économique du territoire.

IDENTIFIER

les ouvrages de réseau électrique comme présentant un intérêt régional pour la solidarité des territoires.



1. « L'électricité au cœur d'une transition juste et solidaire », UFE, décembre 2017.

2. MTES, Chiffres clés de l'énergie, Edition 2019

3. Stratégie Nationale Bas-Carbone, avril 2020. 19% des émissions nationales en Scope 1, c'est-à-dire en comptant uniquement les émissions directes dans le secteur du bâtiment.

4. MTES, Chiffres clés de l'énergie, Edition 2019

5. Stratégie Nationale Bas-Carbone, avril 2020. 35% en comptant les sources internationales.

6. Stratégie Nationale Bas-Carbone, avril 2020

7. Stratégie Française pour l'Énergie et le Climat, Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, avril 2020